

NOS PENSIONS SONT-ELLES VRAIMENT DEVENUES IMPAYABLES ?

70.000 personnes ont manifesté le 16 mai contre la réforme des pensions du ministre Daniel Bacquelaine. Dans les médias, autant le ministre que le président de la FEB ont défendu le projet en insistant sur le fait que la réforme était indispensable parce que les pensions vont bientôt coûter trop cher. Décryptons ici les arguments et les alternatives possibles.

1 Pourquoi cet affolement autour des pensions ?

Le défi des pensions est basé sur une particularité démographique. Dans nos pays, sans accueil d'immigrés ou sans modification de la natalité, il y aura de plus en plus de personnes âgées par rapport aux personnes en âge de travailler. Et qui dit plus de personnes âgées, dit plus de pensionnés proportionnellement dans la population. Voilà pourquoi tout le monde s'agite autour du sujet des pensions. Mais ce vieillissement de la population n'a pas que

des effets sur les pensions : il en a aussi dans d'autres branches de la Sécurité sociale. On dépensera plus en soins de santé mais on dépensera moins en chômage (car il y aura moins de personnes en âge de travailler). Le Bureau du Plan a chiffré le montant total du vieillissement de la population : cela coûtera 3,2% en plus en 2040 et 2,3% en plus en 2060. A long terme, c'est donc 10 milliards d'euros qu'il faut trouver de manière récurrente.



2,3% du PIB = 10 milliards d'euros

Coût total lié au vieillissement de la population en Belgique à l'horizon 2060

2 Quelles sont les solutions proposées par le gouvernement ?

Le gouvernement MR-N-VA propose toujours le même type de mesures depuis le début de la législature pour faire face au défi : vous faire payer la facture directement soit en touchant à votre temps, soit en touchant à votre argent !



Le temps

Le gouvernement a pris une série de décisions qui influencent votre carrière : vous devrez avoir une carrière plus longue pour obtenir votre pension. Plusieurs exemples peuvent être donnés : l'âge légal de départ à la pension a été porté à 67 ans au lieu de 65 ans auparavant ; les conditions des régimes RCC ont été durcies.

Que ce soit en travaillant plus longtemps ou en diminuant les montants, le gouvernement cherche à résoudre le futur des pensions sans chercher des moyens supplémentaires, mais en vous faisant payer la facture. La pension à points s'inscrit dans cette stratégie : le gouvernement reprend une formule présentée par des experts en affirmant qu'elle rend le système plus lisible. Loin de là, la pension à points risque de transformer votre future pension en loterie puisque rien n'empêche pour le moment le gouvernement de toucher à la valeur du point au gré des problèmes budgétaires.



L'argent

Le gouvernement est plus subtil par rapport aux montants touchés lors de votre pension : les assimilations lors de période d'inactivité (au chômage, en prépension ou crédit-temps par exemple) sont moins bien valorisées. Ce qui signifie que quelqu'un qui connaît une période comme cela verra sa pension diminuer par rapport à avant.

3 Que faire face à cela ?

La manifestation de 70.000 personnes avait pour objectif de refuser cette stratégie du gouvernement et de combattre la pension à points. Mais elle avait aussi pour objectif de présenter deux grandes pistes pour améliorer nos pensions qui sont parmi les plus basses d'Europe.

La base : des bons salaires qui cotisent à la Sécurité Sociale

Le problème est que le gouvernement a oublié les bases : la Sécurité sociale est majoritairement financée sur base des salaires. Si les salaires sont gelés, si on diminue les cotisations sociales patronales, c'est autant de moyens en moins dans les caisses de la Sécurité sociale. Donc autant de moyens en moins pour les pensions. Au lieu de geler les salaires bruts, au lieu d'encourager des formes de rémunérations sans cotisations, ou de diminuer les cotisations patronales, nous plaçons pour l'inverse !

L'élément en plus : aller chercher de l'argent là où il est

Le second problème apparaît lorsque le gouvernement MR-N-VA ne va pas chercher des nouvelles sources de recettes. La fiscalité sur le capital est avantageuse en Belgique. Il n'y a pas de cadastres sur les fortunes. La lutte contre la fraude fiscale pourrait rapporter à elle-seule les 10 milliards manquants pour les pensions. Mais au lieu de cela, le gouvernement prend des mesurées autant dans la taxation des grandes fortunes que dans la lutte contre l'évasion fiscale.